

Japon : la diplomatie de la Route de la soie en Asie centrale

Rémi Perelman, Asie 21-Futuribles, 09/2004

Le contexte

Selon Yoichi Funabashi, l'éditorialiste de l'*Asahi Shimbun*¹, l'impression prévalait à Tokyo en janvier 2002 que, bien qu'elle n'ait jamais formé une unité, l'Asie se fragmentait d'une manière accélérée tandis la cohésion de l'Europe se renforçait. En conséquence, depuis plus deux ans maintenant, la diplomatie japonaise a adapté sa politique extérieure asiatique aux réalités spécifiques récentes des différentes sous-régions, tout particulièrement celles de l'Asie chinoise² et de l'Asie musulmane.

Face à celle-ci, le Japon devait tout d'abord s'intéresser à l'islam. En Indonésie, en Malaisie et aux Philippines, comme au Pakistan et au-delà en Asie centrale, une partie des communautés musulmanes s'est radicalisée, en déstabilisant les classes politiques. La politisation de l'islam dans les sociétés musulmanes de la région et les liens de causalité qu'elle peut avoir avec le terrorisme international doivent en effet être mieux compris d'une diplomatie japonaise qui jusqu'à présent en avait fait abstraction. Il lui fallait, en même temps, s'efforcer d'aider les pays islamiques à se moderniser et à se séculariser, agir de sorte que les musulmans parviennent à une meilleure compréhension du Japon et affiner sa propre sensibilité l'égard de l'islam.

Le développement de l'Asie centrale est une préoccupation stratégique pour la Russie et la Chine, non seulement à cause de la proximité avec une région où prédomine la religion musulmane, mais surtout parce qu'ils font face à des mouvements séparatistes islamistes sur leur propre sol. Depuis le 11 septembre, l'Asie centrale est devenue un enjeu entre grandes puissances : Etats-Unis, Chine et Russie. Le Japon y sera-t-il le quatrième acteur significatif ? Des démarches récentes semblent en indiquer la volonté.

Les faits

Au titre de sa "*Diplomacy to the Silk Road Region*" ouverte en 1997³ avec la Chine et la Russie, le Japon s'est mis en devoir de renforcer ses relations avec les pays d'Asie centrale, lui donnant ainsi une nouvelle dimension. Il s'agit de

- renforcer les liens bilatéraux déjà établis en aidant au développement économique et social via ODA, *Oversea's Development Agency*, l'organe japonais de l'aide publique au développement⁴.
- aider l'Afghanistan à se reconstruire et à se stabiliser⁵. Le Japon considère que la stabilité de ce pays est d'importance cruciale pour l'Asie centrale. En effet, tous les pays de cette région étant enclavés, il est essentiel pour leurs échanges commerciaux de les aider à se doter à terme, de voies de communications vers l'Océan indien à travers le territoire afghan, tout particulièrement pour l'exportation de gaz et de pétrole.
- promouvoir le dialogue régional, car "la stabilité de cette région est d'intérêt majeur pour le Japon".

¹ Un des grands quotidiens japonais, fondé en 1879, le "Journal du Soleil-Levant" est une véritable institution. Article repris par Courrier international - n°586 - 24 janv. 2002.

² mieux prendre en compte l'influence économique qu'une Chine à l'essor exerce sur l'Asie, en particulier sur l'Asie du Sud-Est.

³ lancée par Ryutaro Hashimoto, Premier ministre du Japon en 1997.

⁴ Dons de 260 milliards de yen - 1 milliard 901 millions d'euros - en 13 ans ; en Ouzbékistan, par exemple, le Japon a participé financièrement à la construction de 220 km de voies ferrées, au Kirghizstan, à la création du Centre national des technologies de l'information.

⁵ Le Japon a investi 800 millions de dollars (651 millions d'euros) dans l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan depuis le 9/11.

C'est également dans cette perspective que le Japon adhère, depuis sa création en juin 2002, au "Dialogue de Coopération de l'Asie" (ACD), où il voisine, entre autres, avec la Chine et le Kazakhstan, ainsi d'ailleurs qu'avec quelques Etats du Golfe. Cf. annexe.

Plus récemment, le Japon a pris l'initiative d'organiser le 28 août 2004 à Astana, capitale du Kazakhstan, le forum inaugural d'un cycle dénommé Dialogue "Asie centrale plus Japon", rassemblant autour du ministre des affaires étrangères japonais, Mme Yoriko Kawaguchi⁶, ses homologues de quatre des cinq Républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan⁷). Elle en a appelé à la protection des droits de l'homme, à la démocratie, aux réformes économiques dans le cadre du marché et à contrecarrer, par des réformes institutionnelles, le poids des intérêts personnels. L'idée d'un "Marché commun d'Asie centrale" a été lancée et l'accent porté sur la lutte contre le terrorisme. Parmi la diversité des champs ouverts à la coopération, on retiendra trois secteurs stratégiques. Celui de l'énergie : le Japon est prêt à faire profiter ses associés dans le Dialogue de son expérience en matière d'économies d'énergie et à encourager toute mesure stabilisatrice du marché des hydrocarbures). Ensuite, un effort particulier est porté sur l'apprentissage de la langue japonaise (4.000 étudiants en Asie centrale, actuellement). On notera enfin une aide à l'amélioration des aéroports de la région, complétée par l'ouverture de lignes directes reliant le Japon aux Etats d'Asie centrale ainsi que par des conventions aériennes. Ainsi Tokyo se dote de futurs relais linguistiques et raccourcit la distance, toute opération de préparation du terrain d'une coopération dans le domaine crucial de l'énergie.

Ce forum est, pour le Japon une façon de reprendre la main qu'il n'avait pas dans l'Organisation de Coopération de Shanghai⁸. Il est probable que cette avancée d'un allié dans une région sensible n'est pas pour déplaire à Washington. Enfin, dans la candidature japonaise à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'appui de quatre, voire cinq supporteurs n'est pas négligeable. Pour les Etats d'Asie centrale associés, le Dialogue "Asie centrale plus Japon" constitue un rééquilibrage au regard de l'emprise des deux grands pays voisins, Chine et Russie, tout en donnant accès à une source, généreuse, de financement supplémentaire.

Ainsi la visite de Mme Kawaguchi s'est-elle accompagnée d'un don de plus de deux millions de dollars, provenant du Fonds japonais pour la sécurité humaine, à l'UNICEF, pour les enfants des orphelinats et foyers d'hébergement dans cinq pays d'Asie centrale⁹. De même, coïncidant avec sa visite, avait lieu un cours de formation à l'archéologie en Asie centrale (conservation et gestion des sites et structures archéologiques en terre¹⁰), destiné à 50 spécialistes concernés du Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan et Ouzbékistan, financé par le fonds UNESCO/Japon. Le second forum aura lieu en 2005 à Aichi, au Japon, en même temps que l'Exposition mondiale qui y est prévue. Entre temps, devraient se tenir des rencontres à divers niveaux.

Pékin exprime sa préoccupation devant l'initiative japonaise.

⁶ Au cours de son séjour dans la région, du 25 au 30 août 2004, Mme Kawaguchi s'est également rendue dans les capitales correspondantes.

⁷ Le Turkménistan, où Mme Yoriko Kawaguchi ne s'est pas rendue, se tient dans une position de "neutralité positive" et ne participait pas à la réunion des ministres des affaires étrangères d'"Asie centrale plus Japon". Cependant, son ambassadeur au Kazakhstan participait au forum.

⁸ Organisation régionale créée en 1997 à l'initiative de la Chine, réunissant régulièrement la Chine, la Russie et les mêmes quatre Etats que ceux de ce "Dialogue" organisé par le Japon : Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan.

⁹ 444 000 dollars allant au Kazakhstan, 379 000 dollars à la République kirghize, 369 000 dollars au Tadjikistan, 369 000 dollars au Turkménistan et 439 000 dollars à l'Ouzbékistan

¹⁰ Le but est de partager avec des spécialistes du patrimoine originaires d'Asie centrale le savoir et l'expertise accumulés dans le cadre du projet Otar de conservation et de gestion de sites archéologiques (août 2004).

Ces faits sont porteurs :

- L'aide au développement de la région va bénéficier d'un donateur supplémentaire de poids ;
- Un œil de plus est posé au plus près des ressources énergétiques et minérales de la région ;
- Un allié inconditionnel des Etats-Unis jusqu'à présent se place sur un "terrain sino-russe" ;
- Au total, le Japon se dote d'un accrochage sur le continent eurasiatique qui complète celui, largement avéré dont il dispose aux Etats-Unis et qui, dans un avenir indéfini, pourrait le remplacer.

Rémi Perelman, Asie 21, 29/09/2004

Annexe**Le Dialogue de Coopération de l'Asie (ACD),**

Le Dialogue de Coopération de l'Asie (ACD), lancé en juin 2002 à l'initiative de la Thaïlande, est l'unique mécanisme officiel de dialogue et de coopération ouvert en Asie.

Il a pour objectif de promouvoir le dialogue et la coopération parmi les pays asiatiques. Il devrait favoriser l'intégration des diverses coopérations sub-régionales en Asie (il y a là en effet un "chaînon manquant"). Il s'agit de mettre en place des partenariats stratégiques et d'encourager la coopération en tirant parti des divers atouts de l'Asie et en les associant de manière à faire de l'Asie un partenaire de valeur pour les autres régions.

Il regroupe 22 pays à savoir Bahreïn, Bangladesh, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Japon, République de Corée, Laos, Malaisie, Myanmar, Pakistan, Philippines, Qatar, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Le Kazakhstan, le Koweït, Oman et le Sri Lanka ont adhéré en 2003. D'autres pays asiatiques peuvent participer à cette initiative.

Un certain nombre de domaines de coopération ont été définis, notamment l'énergie, la sécurité, l'agriculture, les liaisons pour les transports, la coopération entre petites et moyennes entreprises, la lutte contre la pauvreté, le tourisme et la mise en valeur des ressources humaines.

La première réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'ACD s'est tenue en juin 2002 en Thaïlande, à Cha-am, dans le sud du pays, ainsi que la seconde, à Chiang Mai, en juin 2003 (adoption de la Déclaration de Chiang Mai sur le développement du marché des obligations asiatique, appui politique collectif au marché régional). Une rencontre non officielle des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Dialogue de coopération d'Asie (ACD) a eu lieu en septembre 2003, à New York, en marge de la réunion annuelle des Nations unies. La troisième réunion, en Chine, s'est tenue en juillet 2004, à Qingdao, ville côtière de la province du Shandong. Pékin s'y est dit "prêt au dialogue avec d'autres pays pour les questions d'énergie afin de réaliser un développement en commun à travers des consultations et de la coopération".
